



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale des Territoires
Service environnement

ARRETE PREFECTORAL n° 2011301-0014

portant:

- **Déclaration d'Utilité Publique**
 - des travaux de prélèvement d'eau.
 - de mise en conformité et de création des périmètres de protection.
- **Autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine pour la production et la distribution par un réseau public.**
- **Déclaration de prélèvement.**

concernant le captage de la Serve

Commune de SAINT- MAXIMIN

LE PREFET DE L'ISERE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de la santé publique et notamment l'article L.1321-2 relatif à l'instauration des périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, l'article L.1321-7 relatif à l'autorisation de produire et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine, les articles R.1321-1 à R.1321-63;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.214-1 à L.214-11 et L.215-13, R.214-1 et suivants

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme en ses articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique en ses articles L.11-1 à L.12-6, R.11-1 à R.14-1;

VU le Code de Justice Administrative,

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique.

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2004 par laquelle la commune de SAINT MAXIMIN :

. DEMANDE l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du captage de la Serve situé sur son territoire,

. PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

VU les rapports de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date des 20 janvier 2001 et 19 avril 2004, relatifs à l'instauration des périmètres de protection,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 21 avril 2011.

VU le dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à laquelle il a été procédé du 17 mai au 18 juin 2010 inclus conformément à l'arrêté préfectoral n°2010-02856 du 23 avril 2010 dans la Commune de SAINT MAXIMIN,

VU le dossier de l'enquête parcellaire à laquelle il a été conjointement procédé du 17 mai au 18 juin 2010 inclus conformément à l'arrêté précité dans la Commune de SAINT MAXIMIN,

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-enquêteur déposés le 9 novembre 2010,

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de SAINT MAXIMIN énoncés à l'appui du dossier sont justifiés, qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de cette collectivité et de les doter des périmètres de protection réglementaires et que le captage de la Serve constitue une ressource indispensable pour l'approvisionnement en eau de bonne qualité des habitants de St- Maximin hormis le hameau de la Combe.

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère,

ARRÊTE

UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE PREMIER - Sont déclarés d'utilité publique, les travaux de prélèvement d'eau du captage de La Serve, destinés à l'alimentation en eau potable de la Commune de SAINT MAXIMIN, les travaux de mise en conformité, ainsi que la création des périmètres de protection autour de ce captage.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU destinée à la consommation humaine

ARTICLE DEUX - La Commune de SAINT MAXIMIN est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies au captage de La Serve, situé sur son territoire, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

CONDITIONS DE PRELEVEMENT/ DEBIT AUTORISE

ARTICLE TROIS - La Commune de SAINT MAXIMIN est autorisée à prélever le débit du captage de La Serve, dans le respect de tout droit d'eau régulièrement concédé.

Le débit minimal de la source de La Serve est de l'ordre 86 l/mn.

Le trop-plein éventuel devra être restitué au milieu naturel.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du Code de l'environnement.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune de SAINT MAXIMIN devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux, dans les conditions qui seront fixées par le Directeur Départemental des Territoires de l'Isère dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

MESURES de CONTRÔLE

ARTICLE QUATRE - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés seront appliquées par installation de systèmes de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs, conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de l'Isère).

INDEMNISATION d'EVENTUELS DOMMAGES

ARTICLE CINQ - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 25 juin 2004, la Commune de SAINT MAXIMIN devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ETABLISSEMENT des PERIMETRES de PROTECTION du CAPTAGE

ARTICLE SIX - Il est établi des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage de La Serve. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans annexés au présent arrêté et incluent tout ou partie des parcelles énumérées ci-après.

Périmètres de protection immédiate cf plan° 1 au 1/ 2 500

Commune de SAINT MAXIMIN - Section A du cadastre.

- Parcelle n°1282 pour partie, le surplus étant à usage de servitude de passage.

Périmètres de protection rapprochée cf plan° 1 au 1/ 2 500

Commune de SAINT MAXIMIN - Section A du cadastre.

- Parcelles n° 261 à 264, 266, 267, 274, 1224 (petite construction cadastrée), 1353, 1354, 1356, 1358, 1359 en totalité,
- Parcelles n° 275, 1280, 1282 (servitude de passage), 1355 pour partie,

Commune de SAINT MAXIMIN - Section B du cadastre.

- Parcelles n° 784 à 786, 788 à 791, 793 à 799, 801, 802, 1872, 2376 à 2378, 2380, 2437 à 2440 en totalité.
- ***A l'intérieur de ce périmètre est défini un secteur A comprenant les parcelles énumérées à l'Article SEPT, II, §1 ci-après et figuré sur le plan n° 1.***

Périmètre de protection éloignée : cf plan d'ensemble n° 2 au 1/ 5 000

Ce périmètre s'étend, à l'amont, jusqu'au périmètre de protection rapprochée du captage du Crêt.

PRESCRIPTIONS

ARTICLE SEPT -

I - PERIMETRE de PROTECTION IMMEDIATE

1 - Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate du captage de La Serve, déjà acquis par la Commune de SAINT MAXIMIN, devront demeurer sa pleine et entière propriété.

2 - Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre à des tiers, celui-ci sera matérialisé par une clôture infranchissable par l'homme et par les animaux, d'une hauteur minimale de 2m, munie d'un portail fermant à clé. L'ensemble devra être maintenu en bon état permanent et le portail constamment fermé en dehors des activités autorisées ci-après.

3 - A l'intérieur de ce périmètre, sont strictement interdits toutes activités, installations et dépôts, à l'exception des activités d'exploitation et de contrôle du point d'eau. Les terrains compris dans le périmètre devront être soigneusement entretenus ainsi que toutes les installations (clôtures, ouvrages de captage, regards de visite) qui devront, en outre, être contrôlées périodiquement. La végétation présente sur le site devra être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique) ; l'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, devra être évacuée à l'extérieur de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

4 - Le portail de desserte du périmètre permettant aux véhicules autorisés d'accéder aux installations de captage. sera créé de préférence en bordure de la servitude de passage existant en limite Sud de la parcelle n°1282, incluse dans le périmètre de protection rapprochée. La clôture et le portail seront implantés dans le respect des termes de l'acte établissant la dite servitude ainsi que des règles de sécurité applicables en matière d'accès à des habitations (accès des secours,...)

5 - Les travaux suivants devront être réalisés :

- Clôture du périmètre et pose d'un portail donnant sur le chemin de servitude existant.
- Vérification de l'étanchéité de la canalisation d'adduction entre le captage et la chambre de réception par contrôle caméra et si nécessaire réfection de cette canalisation
- Le long de la Route Départementale n°9 en limite amont du périmètre immédiat : recalibrage et étanchement du fossé, pose d'un dispositif de rétention des véhicules.

II - PERIMETRE de PROTECTION RAPPROCHEE

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits :

1 - toute nouvelle construction, superficielle ou souterraine, ainsi que l'extension et le changement de destination des bâtiments existants. Peuvent néanmoins être autorisés sous réserve que le maître d'ouvrage prennent des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux :

- Les bâtiments liés à l'exploitation du réseau d'eau,
- Les équipements et travaux liés au transport d'énergie électrique et aux télécommunications,
- La reconstruction à l'identique en cas de sinistre sans changement de destination,
- L'extension de moins de 30m² des bâtiments d'habitation jusqu'à un plafond de 180m² de S.H.O.N.
- Les annexes à l'habitation non comptabilisées en SHON dès qu'elles ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux (abri ouvert, garage...) jusqu'à un plafond de 30m² de SHOB.

Par ailleurs, **la construction de bâtiments reste autorisée dans le secteur noté A** sur le plan parcellaire sous réserve d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif : sont concernées, les parcelles de la section B n°784 à 786, 789, 790, 795 à 799, 801, 802, 1872, 2376 à 2378.

2 - les rejets et épandages d'eaux usées d'origine industrielle ou agricole. Les secteurs urbanisés devront être desservis par un réseau d'assainissement dans un délai de 3 ans à partir de la date du présent arrêté.

Les constructions devront se raccorder au réseau d'assainissement dans un délai maximum de 6 mois après sa réalisation. Dans l'attente, un contrôle de l'assainissement autonome sera réalisé par la collectivité en charge du contrôle de l'assainissement non collectif.

3 - la pose de canalisations de transport d'eaux usées et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, hormis les travaux de raccordement prévus au paragraphe « 2 » ci-dessus. Le raccordement des habitations permettant d'améliorer la protection du point d'eau, est autorisé sous réserve de l'utilisation de canalisations et regards étanches, de la réalisation d'un test d'étanchéité initial et du contrôle de la bonne réalisation de la partie privative des branchements. Une vérification de l'étanchéité des réseaux existants sera reconduite tous les 5 ans à la charge de la collectivité bénéficiaire de la DUP. Les anomalies détectées feront l'objet d'une mise en conformité.

4 - les stockages, même temporaires, de tous produits susceptibles de polluer les eaux : produits chimiques (fuel...), fermentescibles (fumier, lisier...),

5 - les dépôts de déchets de tous types.(organiques, chimiques, radioactifs...), y compris les déchets inertes,

6 - les aires de camping, ainsi que le camping sauvage,

7 - les affouillements, les exhaussements et les extractions de matériaux du sol et du sous-sol, ainsi que le renouvellement ou l'extension de carrières,

8 - la création de voiries et parkings, ainsi que l'infiltration d'eaux de ruissellement issues d'aires imperméables.

- 9 - tout nouveau prélèvement d'eau par pompage,
- 10 - l'épandage de lisiers, purins, boues de stations d'épuration,
- 11 - les préparations, rinçages, vidanges de produits phytosanitaires et de tout produit polluant, ainsi que l'abandon des emballages,
- 12 - le retournement des prairies naturelles,
- 13 - et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementés :

14 - le pacage du bétail dont la charge ne devra pas dépasser:

- Une unité de gros bétail (1 UGB/ha) par hectare en moyenne annuelle,
- Trois unités de gros bétail (3 UGB/ha) par hectare en charge instantanée,

15 - les abreuvoirs d'alimentation en eau du bétail qui seront aménagés afin d'éviter le lessivage des déjections et la contamination des eaux souterraines : mise en place de systèmes automatiques d'arrêt et suppressions des trop-pleins.

16 - l'épandage de fumiers et d'engrais chimiques est toléré en l'absence de dégradation de la qualité de l'eau. L'apport de fertilisants organiques hormis ceux interdits à l'article 10 ne devra pas dépasser 170kg d'azote à l'hectare et devra respecter le Code des Bonnes Pratiques Agricoles.

17 - l'utilisation de produits phytosanitaires à faible pouvoir rémanent sera limitée au strict nécessaire et ne sera tolérée qu'en l'absence de détection dans les eaux captées. Cette prescription s'applique, entre autres, au chemin d'accès à la parcelle bâtie n°1280 (parcelle n°1282, cf article SIX ci-dessus)

III - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, les activités suivantes sont ainsi réglementées :

1 - Les nouvelles constructions. Elles ne pourront être autorisées que si les eaux usées sont évacuées :

- soit par un réseau étanche,
- soit à défaut, à l'aide d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur, après étude géologique.

Un contrôle des travaux sera assuré, avant recouvrement, par la collectivité en charge du contrôle de l'assainissement non collectif.

2 - La création de bâtiments liés à une activité agricole. Elle fera l'objet d'une étude préalable de l'impact sur le point d'eau, étude qui sera soumise à l'avis de l'ARS- DTD 38..

3 - La création de stockages de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, y compris les stockages temporaires. Elle fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'ARS- DTD 38, excepté pour les stockages de fuel à usage familial, qui devront être conformes à la réglementation en vigueur (double paroi ou cuvette de rétention).

4 - **Les projets d'activités non soumises à la législation sur les établissements classés**, ou soumises à cette législation au titre de la déclaration feront l'objet d'une étude de risque vis à vis de la ressource, étude qui sera soumise à l'avis de l'ARS- DTD 38. Les activités existantes seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur.

5 - Sans préjudice des réglementations spécifiques à la gestion des différentes catégories de déchets, les dépôts temporaires ou définitifs de déchets de tout type ne pourront être autorisés qu'après une étude de risques vis à vis de la ressource, étude qui sera soumise à l'avis de l'ARS- DTD 38. Les dépôts existants seront mis en conformité.

6 - **Les épandages de fertilisants et produits phytosanitaires** seront pratiqués de manière à éviter tout risque d'entraînement dans les eaux superficielles et souterraines.

7 - **Les zones de concentration du bétail.** Elles devront être aménagées pour éviter le lessivage des déjections et la contamination des eaux souterraines : aménagement des abreuvoirs, éloignement des zones de couche du milieu hydraulique superficiel...

8 - **L'exploitation forestière** devra aboutir à une gestion régulière et équilibrée des boisements. Toute précaution sera prise pour éviter des pertes d'hydrocarbure, l'entretien et le remplissage des réservoirs des engins de débardage seront effectués en dehors du périmètre.

IV - DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES à l'ENSEMBLE des PERIMETRES de PROTECTION

1 - Les tests d'étanchéité des canalisations, fosses et aires, prévus ci-dessus, seront réalisés dans les règles de l'art et le compte rendu transmis au bénéficiaire du présent arrêté.

Les propriétaires ou exploitants des terrains sur lesquels certains équipements font l'objet de contrôle, travaux ou entretien devront faciliter l'accès du Service des Eaux à ces équipements.

2 - Toutes mesures devront être prises pour que la commune de SAINT- MAXIMIN et la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

3 - La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

DELAIS

ARTICLE HUIT - Les installations, activités, et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article SEPT dans un délai maximal de DEUX ANS.

REGLEMENTATION des ACTIVITES, INSTALLATIONS et DEPOTS dont LA CREATION ou LA MODIFICATION est POSTERIEURE au PRESENT ARRETE

ARTICLE NEUF - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée.

Il devra préciser les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite sera effectuée aux frais du pétitionnaire par un géologue agréé en matière d'hygiène publique.

REALISATION des OPERATIONS de CLOTURE

ARTICLE DIX – Les terrains des périmètres de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence et aux frais de la commune de SAINT- MAXIMIN selon les indications mentionnées à l'article SEPT, I, alinéas 2, 4 et 5 ci-dessus;

ACQUISITIONS EN PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE; MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE,

ARTICLE ONZE – La Commune de SAINT MAXIMIN est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate et qui ne seraient pas déjà sa propriété.

Ces acquisitions devront être réalisées dans un délai maximal de CINQ ANS à compter de la date du présent arrêté.

En outre, la commune de SAINT-MAXIMIN pourra acquérir par voie contractuelle toute parcelle située en périmètre de protection rapprochée et où sont localisées des installations susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau prélevée au forage, afin de protéger ce dernier.

Il pourra également être fait application des dispositions législatives et réglementaires suivantes:

Droit de préemption urbain. (article L.1321-2 du code de la santé publique)

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L.211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R.1321-13-3 du code de la santé publique).

Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique);

I - La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II - La notification prévue au I ci-dessus est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

PUBLICITE FONCIERE

ARTICLE DOUZE - Le présent arrêté est transmis à la commune de St MAXIMIN en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayants droit des parcelles concernées par les périmètres de protection et de son affichage en mairie pendant une durée de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées, le cas échéant, au document d'urbanisme en vigueur de la commune précédemment citée. Cette mise à jour doit être effective dans un **délai maximum de trois mois** après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de SAINT- MAXIMIN qui transmettra à la Délégation Départementale des Territoires- Service Environnement-**dans un délai de six mois** suivant la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Les formalités ci-dessus énumérées seront effectuées dans les formes prescrites par la réglementation en vigueur.

DEPENSES CONSECUTIVES à l'APPLICATION de l'ARRETE

ARTICLE TREIZE - La Commune de SAINT MAXIMIN pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

DISTRIBUTION, TRAITEMENT et CONTRÔLE SANITAIRE de LA QUALITE de l'EAU,

ARTICLE QUATORZE - La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par l'ARS - Délégation 38 en application de la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements seront à la charge de la commune de SAINT- MAXIMIN selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

La Commune de SAINT- MAXIMIN est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage de la Serve dans le respect des modalités suivantes :

1) Compte tenu de la qualité des eaux brutes prélevées définie par les analyses et études figurant au dossier d'enquête, le dispositif de traitement actuel de ces eaux par désinfection au chlore gazeux devra être maintenu;

2) Tout projet de modification ultérieure de la filière de traitement ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de l'Isère.

SANCTIONS PENALES APPLICABLES
EN CAS DE NON - RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

ARTICLE QUINZE : En application de l'article L.1324-3 du Code la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans an d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

DELAIS et VOIES de RECOURS

ARTICLE SEIZE - Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

Les délais de recours sont les suivants :

- pour le demandeur : DEUX MOIS à compter de sa notification,
- pour les tiers : UN AN à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

MESURES EXECUTOIRES

ARTICLE DIX SEPT- - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de SAINT-MAXIMIN, le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, le Directeur Départemental des Territoires de l'Isère, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère et sera mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une période d'au moins six mois.

GRENOBLE, le 28 OCT. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT

DEPARTEMENT DE L'ISERE

COMMUNE DE SAINT MAXIMIN

Sections A3 B4

Captage de La Serve

PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/2500



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

VU pour être annexé à mon
arrêté n° 2011 301-00/11

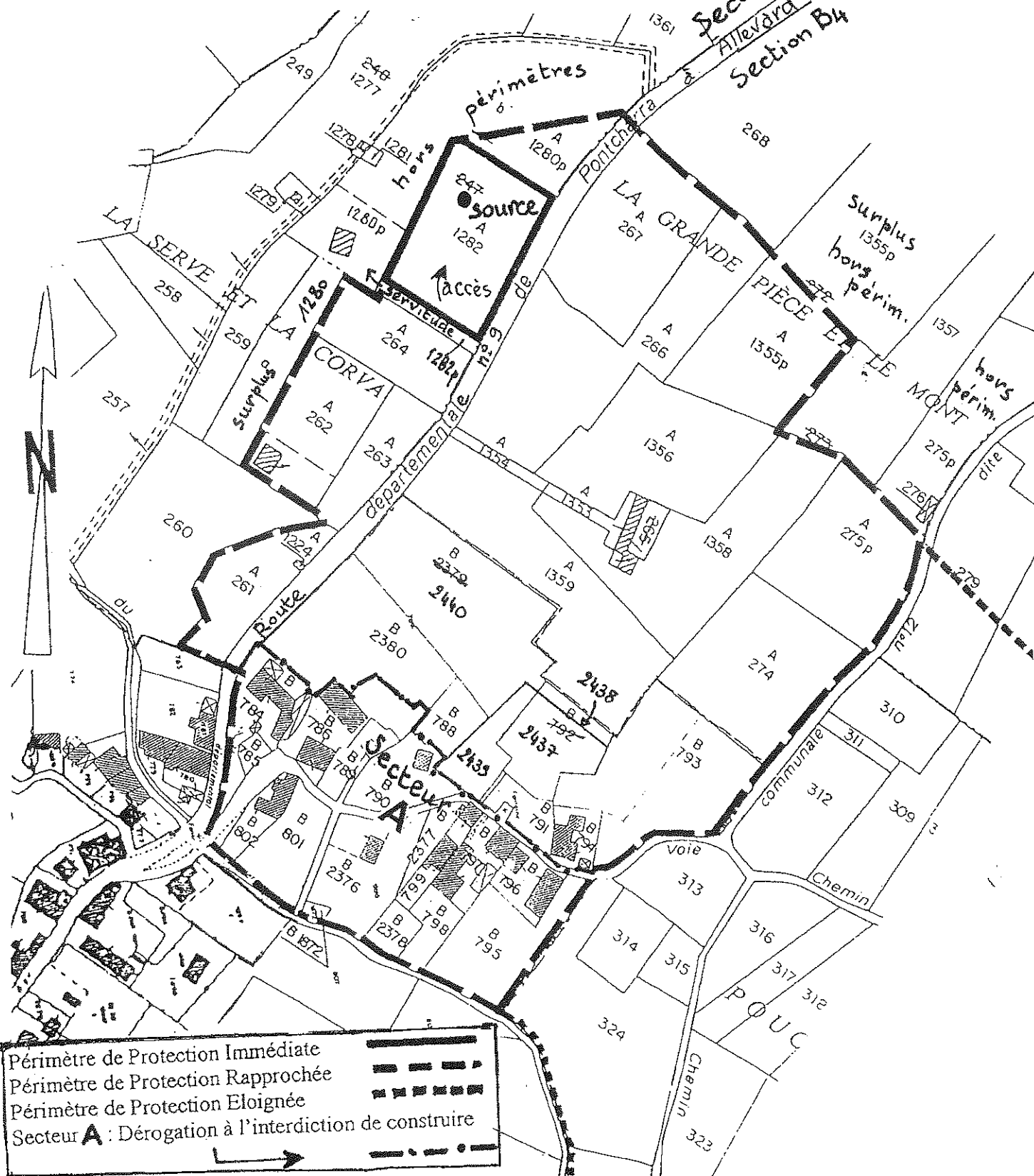
GRENOBLE le 28 OCT. 2011

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT

Plan. n° 1

Section A3
Allévoird
Section B4



DEPARTEMENT DE L'ISERE
COMMUNE DE SAINT MAXIMIN

Captage de la Serve
Captages du Cret

PLAN D'ENSEMBLE DES
PERIMETRES DE PROTECTION

Echelle 1/5000



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

VU pour être annexé à mon
arrêté n° 2011 301-00 14

GRENOBLE le 28 OCT. 2011

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Plan n° 2

Frédéric PERISSAT

